

**Service urbanisme et territoires
Bureau des procédures**
ddt-sut-bp@ardeche.gouv.fr

Privas, le **06 MARS 2026**

**Commission Départementale
de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers
- CDPENAF -
Jeudi 5 février 2026**

**Compte-rendu de la réunion présidée par
Mme Anne BRONNER, directrice départementale des territoires,
représentant le préfet**

Après avoir salué les participants et constaté que le quorum était atteint, Madame BRONNER ouvre la séance et rappelle l'ordre du jour de la réunion.

Elle précise les conditions particulières de déroulement de cette commission avec les membres et invités en présentiel et visioconférence.

oooooooooooo

Liste des participants annexée au présent compte-rendu

Révision de la carte communale de Saint-Maurice-en-Chalencon

Description du projet :

Madame Anne-Sophie VERGNE présente le projet.

Discussion générale :

Monsieur MARET demande pourquoi la commune a opté pour une carte communale et non un PLU.

Madame CHAMBON explique qu'il est plus complexe et plus coûteux de réaliser un PLU. Pour information, elle indique que la commune voisine de Saint-Michel-de-Chabrillanoux a aussi une carte communale.

Monsieur FEOUGIER confirme que, pour une petite commune, c'est plus simple et moins long à mettre en œuvre.

Madame CHAMBON ajoute que la carte communale est élaborée en attendant le PLUi.

Monsieur MARET souligne que ce document ne permet pas de cadrer autant qu'un PLU, ni d'imposer une densité.

Monsieur VEYREINC confirme qu'effectivement, ce n'est pas forcément le meilleur outil, mais la carte communale de Saint-Maurice-en-Chalencon retranscrit bien les grandes tendances du SCoT.

Monsieur MARET constate que la zone permettant le projet de brasserie impacte les terres agricoles. Il se demande si une autre localisation est envisageable.

Madame CHAMBON répond que plusieurs autres localisations ont été étudiées, mais qu'aucune autre ne convenait. La commune a fait le choix de compenser cette zone, avec un autre terrain de 2 000 m² aujourd'hui en boisement (broussailles) qui deviendra une prairie.

Monsieur NICOLAS précise que, sur le site Natura 2000, l'animateur a bien été associé. Une protection sur le boisement a été mise en place sur le secteur de la brasserie.

Monsieur HARDER demande si une étude des incidences a été réalisée, notamment pour l'aulnaie et la frênaie d'intérêt communautaire.

Madame VERGNE précise que le projet de carte communale a fait l'objet d'un examen au cas par cas par l'Autorité environnementale, qui a conclu que le projet requiert la réalisation d'une évaluation environnementale. Un recours a été déposé, notamment concernant cette ripisylve. Toutefois, un travail a été réalisé avec le parc, sur les incidences sur le site Natura 2000, et il existe une protection sur le zonage pour protéger les habitats.

Monsieur HARDER aimerait savoir s'il y aura un suivi de la mesure qui sera mis en place préalablement à l'installation de la brasserie.

Madame VERGNE rappelle qu'il ne s'agit pas d'une mesure de compensation obligatoire, mais d'une volonté communale.

Madame CHAMBON assure qu'il y aura toutefois un suivi.

Monsieur BOSC précise que la carte communale ne peut pas imposer et garantir la mise en œuvre de la mesure.

Monsieur MARET demande, pour la fédération de pêche, pour laquelle il porte un mandat, s'il y a eu une étude pour le secteur de « la Roche », susceptible d'impacter les milieux aquatiques. Y a-t-il eu une étude ?

Madame CHAMBON précise que les constructions seront implantées sur les hauteurs et non au bord de l'eau. Elles seront en surplomb de la départementale.

Monsieur BALMELLE demande s'il est possible de prévoir une « réserve » avec le peu de surface de parcelle qui reste, pour d'autres projets à venir. Il ne restera que 300 ou 400 m², qui ne seront pas constructibles. Il est dommage de ne pas les intégrer dès le départ alors que, de toute manière, la parcelle est sacrifiée pour l'agriculture.

Madame CHAMBON indique que le projet ne prévoit la zone constructible que pour la brasserie et le parking et la phytoépuration. Il ne sera pas possible de construire plus.

→ **Avis conforme au titre de l'application de l'article L.163-4 du code de l'urbanisme**

Avis du rapporteur :

Au vu des éléments présentés, proposition d'avis favorable.

Avis de la commission :

La CDPENAF émet **un avis favorable à l'unanimité.**

Les votes sont les suivants :

- avis favorables : 20
- avis défavorable : 0
- abstention : 0

ooooo

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17 h 50.

Pour le préfet,

La directrice départementale
des territoires de l'Ardèche

Anne BRONNER